

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : LA MINISTRE DES TRANSPORTS, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par M. Michel Boivin, sous-ministre, 700, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 5H1

ci-après désigné le « MINISTRE »

ET : 1166467275, personne morale ayant un établissement au 800, Place Victoria, Tour de la Bourse, bureau 3700, Montréal (Québec) H4Z 1E9, représenté par M. Jacques Duchesneau, dûment autorisé ainsi qu'il le déclare

ci-après désigné le « CONTRACTANT »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

Le MINISTRE reçoit les services du CONTRACTANT, qui accepte de coordonner les activités de l'unité anti-collusion du ministère des Transports dont la vocation est de prévenir la collusion dans l'exécution de tous les contrats conclus par le ministère des Transports et ceux dans lesquels il a une participation financière directe ou indirecte; par des mécanismes de détection de situations préjudiciables qui contribueront à favoriser la pratique loyale des affaires et la saine concurrence au sein des marchés.

La vocation de l'unité anti-collusion pourra faire l'objet d'ajustements, par le MINISTRE, lorsque jugé opportun.

2. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat est consenti pour une période de vingt-quatre (24) mois, renouvelable pour une période de douze (12) mois à la demande du MINISTRE, débutant à la date de la signature du contrat par les deux parties.

3. OBLIGATIONS DU MINISTRE

3.1 RÉMUNÉRATION

Le MINISTRE s'engage à :

3.1.1 Verser au CONTRACTANT un montant forfaitaire de 25 000 \$ incluant tous les frais directs et indirects pour les travaux de préparation de l'unité anti-collusion.

3.1.2 Verser au CONTRACTANT, pour les services de M. Jacques Duchesneau et selon les modalités suivantes, un montant forfaitaire annuel de 203 942 \$, incluant tous les frais directs et indirects, mais excluant les frais de déplacement, pour l'exécution de ses obligations :

3.1.2.1 Le MINISTRE verse mensuellement au CONTRACTANT un montant de 16 995,16 \$, dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture détaillant les activités réalisées au cours du mois précédent.

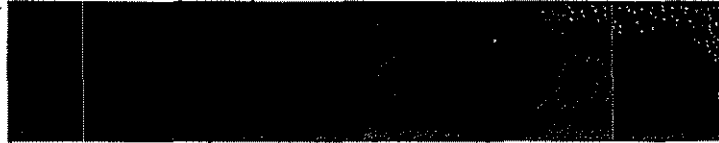
3.1.2.2 dans l'éventualité où le contrat était renouvelé pour une période de un (1) an, les paiements mensuels seraient effectués suivant les modalités prévues à l'article 3.1.2.1.

3.1.3 Rembourser, sur présentation de pièces justificatives, tous les frais de déplacement et de séjour effectués par M. Jacques Duchesneau dans l'exécution du présent contrat, dans un délai d'environ trente (30) jours ouvrables suivant la réception de toute facture à cet effet; conformément à la Politique de gestion contractuelle concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honorer par certains organismes publics (C.T. 208455 du 9 décembre 2009) jointe au présent contrat en Annexe 1.

3.2 SERVICES

Le MINISTRE met à la disposition du CONTRACTANT l'expertise du personnel du ministère des Transports pour l'assister dans l'exécution du présent contrat.

3.3



4. OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

4.1 PRESTATIONS - FONCTIONS

Le CONTRACTANT s'engage envers le MINISTRE :

4.1.1 Fournir les services de M. Jacques Duchesneau pour l'exécution complète et entière du présent contrat.

4.1.2 Mener, avec la collaboration des ressources de l'unité anti-collusion et de l'ensemble des unités administratives du Ministère concernées, ainsi qu'en concertation avec les partenaires externes du Ministère, les échanges, activités et travaux nécessaires à la réalisation des mandats de l'unité anti-collusion, tel que décrit à l'annexe 3 et joint au présent contrat.

Les mandats de l'unité anti-collusion pourront faire l'objet d'ajustements, par le MINISTRE, lorsque jugé opportun, et seront communiqués au CONTRACTANT par écrit.

4.1.3 Être au service exclusif du MINISTRE sauf en ce qui a trait aux contrats de formation donnés dans un établissement d'enseignement supérieur, pour autant que le contenu des formations ne porte pas préjudice à l'obligation de confidentialité du CONTRACTANT.

4.1.4 Ne pas céder, vendre ou transporter, en tout ou en partie, les droits et obligations contenus au présent contrat sans l'autorisation écrite et préalable du Ministre.

5. CONFIDENTIALITÉ

Le CONTRACTANT s'engage à ce que ni lui, ni ses employés ne divulguent, sans y être dûment autorisé par le MINISTRE, quelque document, renseignement ou information obtenus ou produits dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

6. EXEMPTION RELATIVE À LA LOI FÉDÉRALE SUR LA TAXE D'ACCISE ET À LA LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU QUÉBEC.

Le MINISTRE certifie que les biens et services retenus en vertu du présent contrat sont commandés et achetés par le ministère des Transports du Québec, pour et au nom du gouvernement du Québec, et ce, avec les deniers de la Couronne pour son utilisation propre. Par conséquent, ils ne sont pas assujettis à la taxe de vente du Québec (TVQ) ni à la taxe fédérale sur les produits et services (TPS).

7. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE ET DROITS D'AUTEUR

Les travaux, documents et accessoires réalisés par le CONTRACTANT en vertu du présent contrat, de même que toute copie que le CONTRACTANT a pu faire de ceux-ci, deviendront la propriété entière et exclusive du MINISTRE qui pourra en disposer à son gré.

Le CONTRACTANT cède et transporte au MINISTRE, qui accepte, tous les droits d'auteur qui peuvent lui échoir sur tous les travaux, documents et accessoires réalisés en vertu du présent contrat et à toutes fins jugées utiles par le MINISTRE.

Cette cession de droits d'auteur est consentie sans limite territoriale, sans limite de temps et sans limite de quelque nature que ce soit. Toute considération pour la cession de droits d'auteur consentie en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération maximale prévue à l'article 3.

Le CONTRACTANT s'engage à obtenir de l'auteur des travaux, documents et accessoires à être réalisés, renonciation en faveur du MINISTRE, à tous ses droits moraux dans les productions réalisées en vertu du présent contrat.

Le CONTRACTANT garantit au MINISTRE qu'il détiend tous les droits et pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'objet du présent contrat et, notamment, de consentir la cession des droits de propriété intellectuelle prévue au présent article et garantit le MINISTRE contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

Le CONTRACTANT s'engage à indemniser le MINISTRE de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

La décision d'accorder une licence de droit d'auteur au CONTRACTANT, si ce dernier en fait la demande au terme du présent contrat, demeure à l'entière discrétion du MINISTRE.

8. REMISE DES DOCUMENTS ET DU MATÉRIEL

À l'expiration du présent contrat, le CONTRACTANT devra, dans la mesure où ils n'ont pas déjà été transmis, remettre au MINISTRE :

- a) la totalité des travaux, documents et accessoires produits par le CONTRACTANT en vertu du premier alinéa de l'article 7 des présentes, de même que toute copie que le CONTRACTANT a pu faire de ceux-ci dans les soixante jours (60) suivant la fin du contrat ;
- b) la totalité des documents fournis par le MINISTRE au CONTRACTANT relativement à l'exécution du présent contrat, ceux-

4

ci étant et demeurant la propriété entière et exclusive du MINISTRE,
de même que toute copie de ceux-ci.

9. ASSURANCES

Le CONTRACTANT s'engage à maintenir en vigueur jusqu'à la fin du contrat la police d'assurance responsabilité civile tous risques qu'il délient et dont il fournit un certificat à la signature du contrat. Cette police doit avoir une limite d'indemnité unique d'au moins 1 000 000 \$ couvrant les dommages corporels (y compris la mort en résultant) et matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'événement et couvrant :

- a) le risque relatif aux lieux et activités;
- b) le préjudice personnel;
- c) la responsabilité automobile indirecte;
- d) la responsabilité civile contingente des patrons;
- e) l'avenant d'extension du terme « assuré » aux employés de l'assuré désigné.

Le certificat d'assurance fourni en rapport avec la couverture ci-haut devra contenir une clause prévoyant que la police ne pourra être annulée ou la couverture réduite sans qu'un préavis de 30 jours ne soit donné au MINISTRE.

Si un montant de déduction ou de franchise apparaît à la police, il doit être prévu que la franchise est à la charge du CONTRACTANT.

10. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le CONTRACTANT accepte d'éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt du MINISTRE. Si une telle situation se présente, le CONTRACTANT doit immédiatement en informer le MINISTRE. Les parties conviendront alors de la manière de remédier à cette situation et, à défaut, le MINISTRE pourra résilier le présent contrat unilatéralement et sans préavis.

Le CONTRACTANT s'engage, de plus, à ne représenter aucun autre intervenant dans le présent dossier.

11. SUSPENSION

Le MINISTRE pourra en tout temps suspendre, en totalité ou en partie, l'exécution du présent contrat. Pour ce faire, le MINISTRE devra aviser le CONTRACTANT par écrit 10 jours avant la date prévue pour la suspension.

Le CONTRACTANT devra cesser les travaux faisant l'objet de la suspension à la date prévue dans l'avis et prendre toutes les mesures nécessaires pour conserver en bon état les travaux déjà effectués, l'équipement et le matériel. Le CONTRACTANT s'engage à respecter toute directive du MINISTRE à cet effet.

Dans les 10 jours suivant la réception d'un avis écrit du MINISTRE à cet effet, le CONTRACTANT devra reprendre et poursuivre les travaux, conformément aux dispositions du contrat à l'exception du délai d'exécution qui sera prolongé d'une période égale à la durée de la suspension des travaux.

Le MINISTRE paiera au CONTRACTANT tous les frais de conservation que la suspension des travaux lui aura occasionnés. Le CONTRACTANT n'aura toutefois droit à aucune autre indemnité pour dommages subis en raison de la suspension.

12. RÉSILIATION

12.1 Le MINISTRE se réserve le droit de résilier ce contrat pour l'un des motifs suivants :

- a) le CONTRACTANT fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat;
- b) le CONTRACTANT cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, liquidation ou cessation de ses biens.

Pour ce faire, le MINISTRE adresse un avis écrit de résiliation au CONTRACTANT énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe a), le CONTRACTANT devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi le MINISTRE pourra sans autre formalité résilier le contrat à l'expiration de ce délai, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe b), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le CONTRACTANT.

Le CONTRACTANT aura alors droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de la résiliation du contrat, conformément au présent contrat, sans autre compensation ni indemnité que ce soit et ce, à la condition qu'il remette au MINISTRE tous les travaux déjà effectués au moment de la résiliation. Si le CONTRACTANT avait obtenu une avance monétaire, il devra la restituer dans son entier.

Le CONTRACTANT sera par ailleurs responsable de tous les dommages subis par le MINISTRE du fait de la résiliation du contrat.

12.2 Le MINISTRE se réserve également le droit de résilier ce contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation.

Le CONTRACTANT aura alors droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation du contrat, conformément au présent contrat, sans autre compensation ou indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tous profits escomptés.

13. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement découlant de l'exécution du présent contrat peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, possède tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), dont celui de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

14. MODIFICATION DU CONTRAT

Le MINISTRE se réserve le droit de modifier unilatéralement, au moyen d'un avis écrit, la tâche confiée au CONTRACTANT, sans changer la nature du contrat. Si la modification a pour effet d'augmenter la tâche confiée au CONTRACTANT, le délai d'exécution et la rémunération du CONTRACTANT seront modifiés en conséquence, par avenant au présent contrat, suite à une négociation entre les deux parties.

15. COMMUNICATIONS

Tout avis exigé en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messenger ou par poste ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

Le MINISTRE : Ministère des Transports
Direction générale des services à la gestion
700, boulevard René-Lévesque Est, 20^e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : (418) 528-0808
Télécopieur : (418) 643-9836

Au nom du responsable de la gestion du contrat

Le CONTRACTANT: 1166467275

800, Place Victoria, Tour de la Bourse,
bureau 3700, Montréal (Québec) H4Z 1E9
Au nom du responsable de la gestion du
contrat

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

17. EXISTENCE D'UN CRÉDIT

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

18. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent contrat ou tout autre document dont il est fait mention aux présentes ainsi que toute modification dûment agréée de ces documents constituent le contrat complet entre les Parties et lient celles-ci.

Le présent contrat constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente verbale non reproduite au présent contrat est réputée nulle et sans effet.

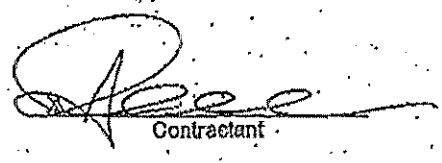
19. LOIS APPLICABLES ET TRIBUNAL COMPÉTENT

Le contrat est régi par le droit applicable au Québec et en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents

Le CONTRACTANT reconnaît avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent contrat en pleine connaissance de cause.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent contrat en double exemplaire

A Piedmont le 19 mars 2010


Contractant

A Québec le 19 mars 2010

x 
Ministère des Transports

	Vol.	Ch.	Suj.	Pce.
	10	2	2	9
Page:	1	Émise le: 2010-01-12		

Recueil des politiques de gestion

Pour information : Direction générale des politiques de marchés publics

Tél. : 418 644-3421

C.T. 208455 du 9 décembre 2009

**POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE CONCERNANT
LES FRAIS DE DÉPLACEMENT DES PERSONNES ENGAGÉES À HONORAIRES
PAR CERTAINS ORGANISMES PUBLICS**

Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1, a. 26 et 55)

OBJET

1. La présente politique a pour but de donner à certains organismes publics les règles de conduite à suivre concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires.

CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

2. Sauf disposition contraire, la présente politique s'applique aux organismes publics visés aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1).
 3. La politique s'applique à tout contrat couvert par l'article 26 de la Loi.
 4. Aux fins de la présente politique, on entend par :
-

Recueil des politiques de gestion

« **personne engagée à honoraires** » : une personne dont les services sont retenus pour l'exécution d'un contrat ou une personne non-membre du personnel de la fonction publique pour laquelle un organisme public encourt des frais de déplacement;

« **principal établissement** » : dans le cas d'une personne exécutant ou participant à l'exécution d'un contrat, il s'agit du principal établissement d'où ses affaires sont dirigées; dans les autres cas, il s'agit de la résidence de la personne concernée.

SECTION I – SPÉCIFICATION AU CONTRAT

5. L'organisme public est tenu de préciser dans tout contrat prévoyant le remboursement de frais de déplacement à une personne engagée à honoraires que ce remboursement s'effectue selon la présente politique.

SECTION II – CONDITIONS GÉNÉRALES D'APPLICATION

6. Seuls les frais de déplacement encourus à l'intérieur du Québec sont admissibles à remboursement. Les frais de déplacement encourus à l'extérieur du Québec peuvent toutefois être admis à remboursement lorsqu'ils sont encourus :

- 1° par une personne engagée à honoraires pour un bureau ou une délégation du Québec à l'extérieur de la province;
- 2° par une personne engagée à honoraires dans le cadre d'un projet de l'A.C.D.I.;
- 3° par une personne engagée à honoraires pour une mission s'inscrivant dans le cadre des programmes de coopération du ministère des Relations internationales, auquel cas l'autorisation de ce ministère est requise;
- 4° dans le cadre d'un voyage autorisé par le dirigeant de l'organisme public ou la personne qu'il désigne.

Vol.	Ch.	Suj.	Pcs.
10	2	2	9
Page:	Émise le:		
3	2010-01-12		

Recueil des politiques de gestion**SECTION III – INDEMNITÉS APPLICABLES****Sous-section I – Frais de transport**

7. Les moyens de transport utilisés doivent être les plus économiques. Le caractère économique d'un moyen de transport par rapport à un autre est déterminé en tenant compte du montant des honoraires payables pendant la durée du déplacement.
8. Aucun frais de transport n'est payable lorsque la personne engagée à honoraires effectue un déplacement à l'intérieur d'un parcours routier de 16 kilomètres de son principal établissement, à moins de circonstances exceptionnelles et sur autorisation du dirigeant de l'organisme public ou de la personne qu'il désigne.
9. Lorsqu'une personne engagée à honoraires est autorisée à se rendre, dans le cadre de l'exécution d'un contrat, directement de sa résidence jusqu'à un point de travail autre que son principal établissement, ou depuis un point de travail jusqu'à sa résidence, les frais de transport sont remboursables. Dans ce cas, une compensation de kilométrage est payée selon la moindre des deux distances entre la résidence et le point de travail ou entre le principal établissement et le point de travail.
10. Les indemnités applicables pour l'utilisation d'une automobile personnelle sont les suivantes:
 - 1° 0,43 \$ du kilomètre parcouru lorsque le kilométrage est effectué au Canada;
 - 2° le taux établi à la Directive du Conseil du trésor sur les frais remboursables lors d'un déplacement à l'extérieur du Québec lorsque le kilométrage est effectué ailleurs qu'au Canada.

L'indemnité prévue au paragraphe 1° du premier alinéa est révisée, le cas échéant, pour qu'elle corresponde à l'indemnité établie au sous-paragraphe i) du paragraphe a) de l'article 8 de la Directive du Conseil du trésor sur les frais remboursables lors d'un déplacement et autres frais inhérents, telle que modifiée en application des paragraphes d) et e) de cet article 8.

**Recueil des politiques de gestion**

Cette révision prend effet à compter de la plus tardive des dates suivantes, le cas échéant, concernant la modification de cette dernière indemnité : la date de son entrée en vigueur, la date de sa prise d'effet et la date de la décision du Conseil du trésor l'adoptant.

11. Lorsqu'il y a utilisation de transport en commun ou de taxi, les indemnités représentent les frais réellement encourus. Dans le cas de l'utilisation de l'avion, seul le tarif de classe économique est admissible.

Sous-section II – Frais de séjour (logement et repas)

12. Aucun frais de séjour n'est payable lorsque les activités de la personne engagée à honoraires se situent à l'intérieur d'un parcours routier de 16 kilomètres de son principal établissement et ce, en utilisant la route la plus directe. Toutefois, le remboursement des frais de repas est possible lorsque la personne engagée à honoraires siège sur un groupe de travail, un comité, un jury, un conseil d'administration, une commission ou autre.
13. Pour un voyage à l'intérieur du Québec, l'organisme public alloue une indemnité journalière à titre de frais de séjour, et ce, sans pièce justificative, pourvu qu'une preuve de déplacement soit présentée. Cette indemnité journalière inclut la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVQ), mais ne comprend pas la taxe d'hébergement qui peut, lorsqu'elle est appliquée, être remboursée en sus. Cette indemnité journalière est établie comme suit :

1° pour un jour complet de voyage :

Lieu du coucher	Indemnité journalière	
	Basse saison ¹	Haute saison ²
Montréal	172 \$	184 \$
Québec	152 \$	
Laval, Gatineau, Longueuil, Lac-Beauport, Lac-Delage	148 \$	156 \$
Ailleurs au Québec	129 \$	133 \$

¹ Du 1^{er} novembre au 31 mai

² Du 1^{er} juin au 31 octobre



Vol.	Ch.	Suj.	Pce.
10	2	2	9
Page:	5	Émise le:	2010-01-12

Recueil des politiques de gestion

Cette indemnité est révisée, le cas échéant, pour qu'elle corresponde, pour une saison et un lieu donnés, à la somme, arrondie au dollar le plus près, de l'indemnité forfaitaire pour frais de repas pour un jour complet et du montant maximum pour hébergement dans un établissement hôtelier, tels qu'établis à l'article 13 et au premier alinéa de l'article 16 de la Directive du Conseil du trésor sur les frais remboursables lors d'un déplacement et autres frais inhérents.

2° pour tout voyage de moins de 24 heures ou pour toute période de voyage en excédent de 24 heures ou de l'un de ses multiples :

- le plein montant de l'indemnité prévue au paragraphe 1°, lorsque la période en cause est de plus de 18 heures et comprend un coucher ou encore lorsqu'elle est d'au moins 12 heures et comporte la location d'une chambre d'hôtel, avec reçu à l'appui;
- 50 % du montant de l'indemnité prévue au paragraphe 1°, lorsque la période en cause est d'une durée d'au moins 12 heures et ne comprend ni coucher ni location de chambre d'hôtel ou encore lorsqu'elle est d'une durée de 12 à 18 heures et comprend un coucher;

3° l'indemnité journalière n'est toutefois pas applicable aux périodes de voyage de moins de 12 heures; dans ces cas, seuls les frais de repas sont remboursables selon les montants admissibles suivants, incluant taxes et pourboires :

- pour le déjeuner : 10,40 \$;
- pour le dîner : 14,30 \$;
- pour le souper : 21,55 \$;

Ces montants sont révisés, le cas échéant, pour qu'ils correspondent aux sommes maximales admissibles pour frais de repas établies aux paragraphes a), b) et c) de l'article 13 de la Directive du Conseil du trésor sur les frais remboursables lors d'un déplacement et autres frais inhérents.

Si, en raison de circonstances exceptionnelles, des frais de repas supérieurs aux maximums prévus sont supportés, ils peuvent être remboursés sur explications jugées valables par le dirigeant de l'organisme public ou la personne qu'il désigne.

	Vol.	Ch.	Subj.	Pca.
	10	2	2	9
Page:	6	Émise le: 2010-01-12		

Résumé des politiques de gestion

Lorsque des frais de logement sont inclus dans les coûts d'inscription à un congrès, seuls les frais de repas sont remboursables et ce, selon les montants prévus au premier alinéa.

14. Malgré l'article 13, l'organisme public rembourse, pour un déplacement effectué dans une municipalité située au nord du 49^e parallèle autre que Baie-Comeau, Port-Cartier, Sept-Îles et qu'une ville ou village de la péninsule gaspésienne :

- 1^o les frais de logement effectivement supportés;
- 2^o les frais de repas aux montants admissibles prévus majorés de 30 % si les repas sont pris dans un établissement commercial d'une municipalité située entre le 49^e et le 50^e parallèle, et de 50 % dans une municipalité située au-delà du 50^e parallèle.

Toutefois, si en raison de circonstances exceptionnelles, des frais de repas supérieurs aux maximums prévus sont supportés, ils peuvent être remboursés sur explications jugées valables par le dirigeant de l'organisme public ou la personne qu'il désigne.

15. Pour un voyage à l'extérieur du Québec, l'organisme public alloue une indemnité journalière à titre de frais de séjour et ce, sans pièce justificative, pourvu qu'une preuve de déplacement soit présentée. Cette indemnité journalière est obtenue en faisant la somme, pour une journée et un endroit donnés, des frais maximums d'hôtel et de l'allocation de repas, tels que prévus à l'annexe A de la Directive du Conseil du trésor sur les frais remboursables lors d'un déplacement à l'extérieur du Québec.

Lorsqu'une journée de voyage ne comporte pas de coucher, l'indemnité est réduite à l'allocation de repas par jour et lorsqu'une journée de voyage comporte un coucher mais aucun repas, l'indemnité est réduite aux frais maximums d'hôtel par jour, tels que prévu à l'annexe A de cette directive.

Dans des circonstances exceptionnelles, le dirigeant de l'organisme public ou la personne qu'il désigne peut accorder une indemnité supérieure à celle prévue au présent article.

16. Une personne affectée en permanence à la réalisation de travaux exécutés sur le terrain ou sur un chantier, y compris les travaux d'arpentage, d'évaluation et d'études, reçoit une allocation quotidienne de 54,00 \$ qui tient lieu de maximum admissible pour frais de logement, de repas et de transport pour aller et retour au chantier.

Vol.	Ch.	Suj.	Pce.
10	2	2	9
Page:	7	Émise le:	2010-01-12

Recueil des politiques de gestion

Dans des circonstances exceptionnelles, le dirigeant de l'organisme public ou la personne qu'il désigne peut accorder une allocation supérieure à celle prévue à l'alinéa précédent.

Sous-section III – Autres frais

17. L'organisme public rembourse les frais encourus pour péage et stationnement d'automobile dans le cours d'un déplacement autorisé.
18. Des frais d'appels interurbains sont remboursables lorsqu'ils sont encourus à la demande du représentant de l'organisme public. Le réclamant doit être en mesure de fournir, sur demande, le nom des personnes appelées et les raisons des appels.
19. Aucun frais de représentation ou de réception n'est admissible à remboursement.

SECTION IV – PIÈCES JUSTIFICATIVES ET PRÉSENTATION DU COMPTE

20. Une preuve de voyage doit être présentée pour chaque déplacement et pour chaque journée complète de séjour, sauf s'il s'agit d'un déplacement de moins de 240 kilomètres aller-retour qui ne comporte pas de repas ou de coucher. De plus, le réclamant doit indiquer ses heures de départ et d'arrivée.
21. Pour un voyage comportant la location d'une chambre dans un établissement hôtelier, le reçu officiel émis doit être fourni.
22. Lorsqu'il y a coucher ailleurs que dans un établissement hôtelier ou lorsqu'il n'y a pas de coucher mais que la durée du déplacement permet de réclamer le paiement total ou partiel de l'indemnité journalière ou le remboursement de repas, le réclamant doit indiquer l'adresse et le moyen ou service de logement utilisé s'il y a lieu, et joindre à sa réclamation une des pièces suivantes :
 - billets aller et retour d'un transport public;
 - reçu de repas;
 - reçu de service à l'automobile;

Recueil des politiques de gestion

- reçu d'inscription à un congrès ou à une conférence;
- programme d'activités dans lequel le réclamant est mentionné comme participant.

23. Lorsque le coût d'un repas pris à l'intérieur du Québec dépasse le maximum admissible, les pièces justificatives sont exigées.
24. Lorsqu'il y a utilisation d'un transport en commun, un reçu officiel attestant du paiement du billet doit être fourni s'il est d'usage pour les transporteurs d'émettre un tel reçu.
25. Lorsqu'il y a utilisation d'un taxi, une pièce justificative doit être fournie dans chaque cas.
26. Lorsque d'autres frais admissibles en vertu de ces règles sont encourus, des pièces justificatives doivent être fournies, s'il est reconnu d'usage de fournir de telles pièces.
27. Lorsqu'il y a résidence en chantier, un représentant autorisé de l'organisme public doit attester d'une telle résidence pour qu'il y ait paiement des allocations applicables.
28. La réclamation pour frais de déplacement doit être présentée sur une formule approuvée par l'organisme public.

SECTION V – RAPPORT

29. Chaque organisme public a la responsabilité de transmettre ou de rendre accessibles toutes les informations demandées par le secrétaire du Conseil du trésor, selon la fréquence et la forme que ce dernier détermine, pour rendre compte de l'application de cette politique, principalement en ce qui a trait aux voyages à l'extérieur du Québec.

SECTION VI – AUTORISATION DU CONSEIL DU TRÉSOR

30. Le Conseil du trésor peut, lorsque la situation le justifie, autoriser un organisme public à utiliser des règles différentes de celles qui sont prévues à la présente politique.

Vol.	Ch.	Suj.	Pce.
10	2	2	9
Page: 9		Émise le: 2010-01-12	

Recueil des politiques de gestion**DISPOSITIONS FINALES**

31. La présente politique remplace les Règles sur les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires maintenues en vigueur en vertu de l'article 55 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
32. La présente politique entre en vigueur le 9 décembre 2009.

ANNEXE 2

SÉCURITÉ DU CONTRACTANT

Le MINISTRE s'engage à :

1. Rembourser au CONTRACTANT, sur présentation des pièces justificatives, dans un délai d'environ 30 (trente) jours ouvrables suivant la réception de toute facture à cet effet, l'achat d'une police d'assurance-vie dont la prime sera équivalente à trois fois le montant forfaitaire annuel versé au CONTRACTANT et prévu à l'article 3.1.2.
2. Rembourser au CONTRACTANT, sur présentation des pièces justificatives, dans un délai d'environ 30 (trente) jours ouvrables suivant la réception de toute facture à cet effet, l'installation d'un système de caméras de surveillance à sa résidence.
3. Faire les démarches appropriées pour que la plaque d'immatriculation de M. Duchesneau ne permette pas de retracer son adresse personnelle et pour lui obtenir une protection PSU (personne surveillée).

ANNEXE 3

MANDATS DU L'UNITÉ ANTI-COLLUSION

1. MANDATS PRÉVENTIFS

1.1 Objectifs

- Prévenir la collusion lors de l'attribution de marchés ainsi que les situations de fraude et de malversation qui pourraient en découler.
- Identifier les situations où la collusion est susceptible de survenir.
- Assurer la connaissance et la surveillance étroite des marchés dans lesquels le Ministère a une participation financière directe ou indirecte, de leurs tendances et de leurs perspectives.

1.2 Biens livrables attendus de l'UAC (à titre illustratif et non limitatif)

- Bilan continu de l'état du marché et de son évolution selon les industries, les territoires, les directions territoriales et les intervenants (firmes de génie-conseil, entrepreneurs, fournisseurs).
- Répertoire et sociogramme des profils des compagnies.
- Tableau de bord de l'analyse prospective et continue du marché en :
 - obtenant et traitant les données sur les tendances du marché;
 - procédant au croisement de ces données (firmes vs entrepreneurs, entrepreneurs vs fournisseurs, entrepreneurs vs sous-traitants, autres) et en les comparant à celles d'autres organisations;
 - comparant les données réelles de marché avec les prévisions de marché initiales.
- Registre des analyses et des priorités de surveillance selon diverses catégories (industries, territoires, directions territoriales, intervenants, autres), établi sur la base des analyses de l'état, de l'évolution et de l'anticipation du marché.
- Relevé d'analyses comparatives continues, selon les intervenants : entrepreneurs, firmes de génie-conseil, entrepreneurs.
- Inventaire des informations de nature diverse soit recueillies à l'interne ou à l'externe du Ministère par l'UAC, soit non sollicitées et reçues de l'externe.

2. MANDATS CORRECTIFS

2.1 Objectifs

- Mettre en place un environnement administratif favorisant l'ouverture des marchés, la concurrence et la pratique loyale des affaires.
- Éviter les abus de la part d'entreprises détenant une position dominante (exclusivité, ventes liées, refus de vendre, limitation du marché).

2.2 Biens livrables attendus de l'UAC (à titre illustratif et non limitatif)

- Grille de détection, au bénéfice de l'UAC et des unités administratives concernées :
 - d'anomalies
 - de situations de marché à risque
 - de concurrence imparfaite
 - de collusion potentielle
- Rapports d'enquête fondés sur l'application de la grille de détection, sur les analyses de marché et sur les informations reçues de l'interne et de l'extérieur du Ministère.
- Recommandations, en lien avec de telles situations, selon les intervenants : firmes de génie-conseil, entrepreneurs, fournisseurs.

- Mise en œuvre de mesures permettant de prévenir, lors de l'attribution de marchés, la collusion ainsi que les situations de fraude et de malversation qui pourraient en découler.
- Recommandations visant à favoriser l'augmentation du nombre de soumissionnaires et fournisseurs.

3. MANDATS DE NOTIFICATION ET DE SIGNALEMENT

3.1 Objectifs

- Signaler aux autorités compétentes les situations de collusion ainsi que les situations de fraude et de malversation qui pourraient en découler, dans l'exécution de tous les contrats dans lesquels le Ministère a une participation financière directe ou indirecte.

3.2 Biens livrables attendus de l'UAC (à titre illustratif et non limitatif)

- Répertoire des cas de collusion réelle ou appréhendée signalés aux autorités policières, par l'entremise de la SQ.
- Production de dossiers de collusion et transfert à la SQ, aux fins d'enquêtes policières, poursuites judiciaires, suivi des litiges et décision des tribunaux.
- Production de dossiers sur d'éventuels cartels (fixation des prix, répartition des marchés ou des clients, limitation de la production et de l'approvisionnement, truquage des soumissions, exclusion des autres concurrents) et transfert à la SQ, aux fins d'enquête policières.

Les mandats de l'UAC pourront faire l'objet des ajustements nécessaires.